

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Reprise de la deuxième session
ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 26 et 29 mai 1997

RÉSUMÉ DES TRAVAUX DE LA REPRISSE DE LA DEUXIÈME SESSION ORDINAIRE DE 1997 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2R/97/9
30 octobre 1997
ORIGINAL: ANGLAIS

RÉSUMÉ DES TRAVAUX DE LA RÉUNION

Le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à apporter leur exemplaire personnel en séance et à ne pas demander d'exemplaires supplémentaires.

RAPPORTS D'ÉVALUATION

a) Projets d'aménagement des ressources naturelles au Pakistan (1997/EB.2R/1)

1. Au cours de l'examen du rapport résumé d'évaluation sectorielle de projets d'aménagement des ressources naturelles au Pakistan (WFP/EB.2R/97/2/Add.3), le Conseil s'est déclaré préoccupé du manque de données sur les bénéficiaires. Le Secrétariat a rappelé à la réunion que les stratégies et l'approche actuellement pratiquées étaient totalement nouvelles, et qu'elles n'étaient donc pas encore parfaitement comprises et suivies par toutes les parties concernées. Répondant à des questions sur l'efficacité du programme de bons d'alimentation, le Secrétariat a informé le Conseil que ce mécanisme faisait actuellement l'objet d'un réexamen, et que la poursuite de l'aide du PAM serait fonction des conclusions qui en résulteraient. Répondant à la suggestion que la poursuite de l'aide du PAM soit subordonnée à la mise en oeuvre d'une nouvelle législation sur la foresterie sociale, le Secrétariat a affirmé faire tout son possible, dans le cadre des projets, pour faire valoir ses points de vue auprès du gouvernement.

b) Utilisation de l'aide alimentaire à l'appui de la conservation et de l'aménagement des sols et des eaux dans les projets du PAM en Amérique latine (1997/EB.2R/1)

2. Le Conseil a examiné le rapport résumé d'évaluation thématique sur l'utilisation de l'aide alimentaire dans les projets d'aménagement et de conservation des sols et des eaux menés par le PAM en Amérique latine (WFP/EB.2R/97/2/Add.1). Répondant à des questions portant sur le rôle des femmes dans les projets examinés, le Secrétariat a reconnu que la conception originale des projets ne mettait pas en relief le rôle central que les femmes devraient avoir dans les projets, mais a ajouté que des efforts notables avaient été faits pour y remédier, en reformulant et en redéfinissant les projets.

c) Rapport résumé d'évaluation intérimaire du projet Ethiopie 2488 (Elarg.3) - Restauration des terres et mise en place d'infrastructures en milieu rural (1997/EB.2R/1)

3. Lors de l'examen du rapport concernant le projet Ethiopie 2488 (Elarg.3) - Restauration des terres et mise en place d'infrastructures en milieu rural (WFP/EB.2R/97/2/Add.2), le Secrétariat a admis que, en dépit du projet, les problèmes de dégradation des terres et des ressources en eau s'aggravaient. Il a cependant fait observer que certaines des causes fondamentales de ces problèmes, par exemple les carences des pratiques d'élevage et les insuffisances de l'administration locale, échappaient au contrôle du projet. Le manque d'apports techniques a été reconnu et le Secrétariat a été instamment invité à s'efforcer encore d'identifier des partenaires d'exécution capables de contribuer à résoudre les problèmes, tant techniques qu'institutionnels.



SCHEMAS DE STRATEGIE DE PAYS

Schéma de stratégie de pays - Angola (1997/EB.2R/2)

4. D'une manière générale, le Conseil a souscrit à la stratégie exposée dans le schéma de stratégie (SSP) pour l'Angola (WFP/EB.2R/97/3/Add.1), et il s'est félicité en particulier de l'accent mis sur les activités de relèvement et de réinstallation plutôt que sur les secours proprement dits, ainsi que de l'intention du Programme de cesser peu à peu son aide alimentaire dès que la situation en Angola le permettrait.
5. Il importait de faire preuve de prudence pour veiller à suivre continuellement l'état des besoins d'aide alimentaire pendant la période couverte par le SSP de façon à pouvoir satisfaire les réels besoins de relèvement sans nuire à la production vivrière locale. A cet égard, plusieurs représentants ont souligné qu'il fallait encourager le Gouvernement angolais à assumer de plus en plus de responsabilités en ce qui concerne la remise en état de l'infrastructure et le relèvement des services sociaux. L'Unité du bureau du PAM en Angola chargée de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité (ACV) devrait continuer de collaborer de façon intégrée avec le gouvernement, la FAO et les autres organismes pour s'assurer que l'aide alimentaire est appropriée et efficacement ciblée. L'idée, mentionnée dans le document, consistant à utiliser des espèces plutôt que des vivres a été contestée car une telle formule ne rentrait pas dans le cadre de la définition de la mission du PAM. En outre, la question relative aux coûts élevés des services logistiques a été soulevée.
6. En réponse aux observations des représentants, le Secrétariat a donné l'assurance que la situation concernant la production agricole et la sécurité alimentaire était continuellement suivie de près et que le PAM adaptait ses interventions en fonction de l'évolution des circonstances. Grâce aux informations réunies par l'entremise de l'ACV ainsi qu'à la participation du PAM aux différents organes locaux de coordination, et spécialement au groupe de coordination de l'aide alimentaire présidé par le PAM, l'on pouvait être certain que les opérations d'aide alimentaire étaient appropriées et que les chevauchements étaient évités. Le PAM n'avait pas l'intention d'utiliser des espèces au lieu et place des vivres. S'agissant du coût des services logistiques, le directeur de pays a donné au Conseil l'assurance que le PAM continuerait d'avoir pour politique de livrer les produits le plus économiquement possible. Les coûts étaient réduits, en particulier, par les contributions substantielles fournies par le gouvernement sous forme d'une franchise des taxes et des droits portuaires, ainsi que par la fourniture de carburant subventionné.

Schémas de stratégie de pays - El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua (1997/EB.2R/3)

7. Le Conseil a pris note des schémas de stratégie de pays (SSP) pour El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua (WFP/EB.2R/97/3/Add.2 à Add.5) et s'est félicité de leur profondeur d'analyse et de leur transparence. Selon le Conseil, l'analyse des quatre SSP mettait en évidence l'analogie des indicateurs de l'insécurité alimentaire et la nécessité de combattre les graves problèmes d'insécurité alimentaire.
8. Certains délégués se sont demandés s'il était opportun pour le PAM d'entreprendre de nouvelles activités dans ces pays. Le Conseil a souligné que l'affectation des ressources devrait être ajustée en fonction des disponibilités du PAM et des politiques régissant l'affectation de ses ressources alimentaires. Dans ces quatre pays, les ressources doivent



être axées sur les zones où l'insécurité alimentaire est chronique et donner la priorité aux projets individuels. Le Conseil a par ailleurs recommandé que les SSP donnent des détails sur la catégorie du pays et sur les indicateurs de base concernant le revenu par habitant et les disponibilités alimentaires. De même, les prochains SSP devraient comporter un tableau indiquant l'état d'avancement des projets ainsi que ceux en préparation. Lorsqu'il envisage de préparer un programme de pays, le PAM devrait tenir compte des ressources dont il dispose et des besoins prioritaires des pays les moins avancés (PMA).

9. La participation communautaire, la responsabilisation des femmes et les achats locaux sont autant de domaines à privilégier chaque fois que possible. Conformément à la stratégie de financement à long terme du PAM, les programmes de pays ne devraient envisager des opérations de monétisation que dans des cas exceptionnels. Il a été proposé de renforcer la coopération entre les organisations des Nations Unies au niveau des pays et de concentrer les activités du PAM sur les domaines où il présente des avantages comparatifs.
10. Le Secrétariat a donné aux représentants l'assurance que les points importants débattus en session seraient pleinement pris en considération lors de la préparation des programmes de pays, notamment en ce qui concerne l'avantage comparatif de l'aide alimentaire dans des projets particuliers, l'affectation des ressources en fonction des politiques du PAM dans ce domaine, et le classement du pays suivant des indicateurs de base (revenu par habitant et disponibilités alimentaires). Les Directeurs du PAM dans les pays ont indiqué que des efforts particuliers étaient actuellement consentis pour cibler l'aide alimentaire sur les plus pauvres parmi les pauvres et pour intégrer dans les activités l'analyse des problèmes propres aux hommes et aux femmes et l'approche participative.

RAPPORT SUR LES PERTES APRES LIVRAISON (OCTOBRE 1995 - SEPTEMBRE 1996) (1997/EB.2R/4)

11. Le Conseil a encouragé le PAM: a) à mettre en place un système de suivi systématique des produits; b) à accorder toute l'attention voulue aux "récidivistes", c'est-à-dire aux pays et aux ports où l'on continuait d'enregistrer régulièrement des pertes de produits; et c) à assurer un transit rapide des produits dans les installations portuaires. Plusieurs suggestions ont été formulées quant aux questions que le Secrétariat devrait analyser plus en détail: a) le Secrétariat pourrait adresser des communications écrites attirant l'attention des gouvernements des pays où les pertes de produits avaient été égales ou supérieures à deux pour cent des quantités fournies au cours de l'année considérée sur les préoccupations exprimées par le Conseil; et b) le Secrétariat pourrait envisager d'inclure dans les évaluations des prestations professionnelles des directeurs de pays et des directeurs de pôles régionaux du PAM des observations sur l'efficacité avec laquelle ils s'étaient attaqués au problème des pertes après livraison.

